

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 26/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAEL

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : IC260258
Code AIOT : 0010000380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement SCAEL implanté Sté Coopérative Agricole d'Eure et Loir Le Clos du Moulin à Vent 28160 Brou. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL
- Sté Coopérative Agricole d'Eure et Loir Le Clos du Moulin à Vent 28160 Brou
- Code AIOT : 0010000380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de stockage de céréales exploité par la SCAEL à Brou est soumis à autorisation pour la

rubrique ICPE n°2160 (silos autres que plats), à enregistrement pour les rubriques ICPE n°2160 (silos plats) et 2260 et à déclaration pour la rubrique ICPE 2910.
Son exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 16/04/1999 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/10/2014.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	30 jours
6	Moyens de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.6.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
7	Entretien de la réserve d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Empoussièrment des silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	30 jours
9	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 > III.	Demande d'action corrective	30 jours
10	Conditions d'intervention lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.6.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prévention des risques d'explosion et d'incendie - Relevés de température	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Visite d'inspection du 13 février 2026</p> <p>Par courriel du 11 février 2026, l'exploitant a transmis le DRPCE, commun à l'ensemble des sites de la SCAEL, daté du 25 septembre 2015, le plan de zonage ATEX du site de BROU, le rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques daté du 25 avril 2025 comportant la liste des matériels électriques.</p> <p>Le DRPCE explicite la méthodologie utilisée pour définir le zonage ATEX. Ce classement prend en compte la part de temps pendant laquelle une zone ATEX est susceptible d'être présente ainsi que le tonnage annuel manipulé par équipement. Les mesures de prévention de la formation et de l'inflammation d'ATEX sont traités, notamment les risques électrostatiques.</p> <p>Le plan de zonage ATEX n'appelle pas de remarque particulière.</p> <p>La liste des installations électriques figurant dans le rapport quadriennal ne comporte pas d'évaluation de la conformité des matériels installés dans les emplacements identifiés à risque ATEX.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter le DRPCE avec la liste du matériel électrique et non électrique installé dans les zones à risque de formation d'ATEX, l'évaluation de la conformité des matériels installés avant 2003 et le marquage ATEX des matériels installés à partir de 2003.</p> <p>Conclusion : écart relevé. Le DRPCE est incomplet.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
Constats : <u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> <u>en salle :</u> L'exploitant présente un plan de la localisation des dangers figurant page 5 du fascicule "Gestion des situations d'urgence" daté d'avril 2016. L'inspection relève que les modifications de l'installation postérieures à avril 2026 ne sont pas prises en compte notamment le démantèlement des séchoirs. Conclusion : écart relevé. Le plan de localisation des dangers ne correspond pas à l'état actuel du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> sur site :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection constate la présence d'un marquage zone ATEX notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élévateur E6 du silo B (zone 22 intérieur) ; - les boisseaux de chargement du silo A (zones 21 intérieur et 22 intérieur). <p>Les zones identifiées ATEX sont matérialisées sur le site par un panneau.</p> <p><u>Conclusion : pas d'écart relevé.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13 janvier 2026</u> Par courriel du 11 février 2026, l'exploitant a transmis le rapport Q18 n°0355739A2501R001 daté du 25 avril 2025 rédigé par l'entreprise DEKRA ainsi que le bon de commande n° 27364 à la SAS Gojard daté du 3 février 2026 pour la mise en conformité des installations électriques du site. Le rapport liste 10 non-conformités dont une nécessite une action corrective immédiate (niveau de gravité U1).</p> <p>Les non-conformités suivantes ont été relevées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cable rongé dans le coffret électrique de circuits terminaux - BUREAU (U1) - Présence d'un premier défaut d'isolement indiqué par le contrôleur permanent d'isolement sur

<p>le TGBT - (U2)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Câblage général du local mal fixé et confus, câbles à replacer dans des conduits adaptés - Local synoptique du silo A (U2) - Palier niveau 2 \ BAES \ Fonctionnement défectueux de l'éclairage de sécurité Blocs éclairage de sécurité de classe II - Sous sol et rez-de chaussée silo A (U2) - Passerelle au dessus des cellules + Rdc silo D \ Plusieurs BAES \ Fonctionnement défectueux de l'éclairage de sécurité, Blocs éclairage de sécurité de classe II - Silo B sur cellule (U2) - Câbles rongés à certains endroits à l'étage - Silo B (U2) - Câbles rongés sur plusieurs endroits et à plusieurs étages - Silo C (U2) - Non fonctionnement du report de signalisation du contrôleur permanent d'isolement sur le TGBT - (U3) - Absence de la porte de l'armoire électrique - Coffret électrique de circuits terminaux bornier - Sous-sol et rez-de-chaussée silo A. Non-conformité levée : sur site, l'inspection a constaté que la porte avait été remplacée. - Identification de zonage mal réalisée - Silo B Non-conformité levée : sur site, l'inspection constaté que le zonage a été remplacé. <p>Les installations électriques présentent des non-conformités pour lesquelles l'exploitant a pris des mesures correctives.</p> <p><u>Conclusion</u> : pas écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie - Relevés de température

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Relevés de température</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>VI du 24/09/2020</u> Absence d'enregistrement des relevés de température.</p> <p><u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> <u>en salle</u> :</p> <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant présente le registre au format papier des relevés quotidiens de thermométrie. Ces mesures sont aussi disponibles en continu sur une plateforme en ligne.</p> <p>La non-conformité relevée lors de la visite du 24/09/2020 est levée.</p> <p><u>Conclusion</u> : pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17.100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.
Constats : <u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> en salle : L'exploitant a transmis par courriel du 13 février 2026 le rapport n°091953732501R001 daté du 22 mai 2025 de vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre. Le rapport liste une observation : l'absence de protection par parafoudre sur le silo C. Conclusion : écart relevé. Les dispositifs de protection contre la foudre présente une anomalie non corrigée par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Entretien de la réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de la réserve d'eau incendie
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : <u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> sur site : L'inspection constate que la bâche de la réserve incendie située le long de l'allée est dégradée. Conclusion : écart relevé. La réserve incendie n'est pas maintenue en bon état.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Empoussièrement des silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement des silos
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : <u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> sur site : L'inspection constate la présence d'un empoussièrement important dans la tour de manutention du silo A. <u>Conclusion :</u> écart relevé. Le silo A présente un degré d'empoussièrement important.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
Constats :

<p><u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> sur site :</p> <p>L'inspection constate que les rétentions des 2 cuves d'ADBlue dans la cour sont pleines d'eau de pluie.</p> <p>Les conditions météorologiques du jour ont permis de constater la présence en grande quantité d'eau de pluie dans ces rétentions et l'absence de modalités de gestion de ces eaux potentiellement polluées. La gestion des rétentions associées aux cuves d'ADBlue n'est pas satisfaisante : absence de protection ou abris vis-à-vis des intempéries...</p> <p>Conclusion : écart relevé. Les rétentions des cuves exposées à l'air libre ne sont pas vidées des eaux de pluie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 10 : Conditions d'intervention lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/1999, article 1.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'intervention lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'agent affecté à la surveillance du site ou tout employé présent au moment des faits prend toute disposition afin que l'intervention des services de secours, en cas de sinistre, puisse se faire dans les meilleures conditions possibles (ouverture des portails d'accès, accessibilité à toutes les façades et poteaux d'incendie, information quant à la nature du sinistre, ...).</p> <p>Les poteaux incendie sont efficacement protégés et accessibles en tout temps.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 13 février 2026</u> sur site :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de véhicules à proximité des installations, notamment des silos C et E, de nature à modifier les distances d'ensevelissement et perturber les éventuelles interventions à mettre en œuvre, en phase accidentelle.</p> <p>Conclusion : écart relevé. La présence de voitures en stationnement à proximité immédiate des silos est de nature à entraver l'intervention des services de secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours